

---

# DÉCLARATION

---

91/56

## ALLOCUTIONS

DE L'HONORABLE BARBARA McDOUGALL,  
SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES,

ET DE

L'HONORABLE MICHAEL H. WILSON,  
MINISTRE DE L'INDUSTRIE, DES SCIENCES  
ET DE LA TECHNOLOGIE, ET MINISTRE  
DU COMMERCE EXTÉRIEUR,  
À LA RÉUNION MINISTÉRIELLE DE LA  
COOPÉRATION ÉCONOMIQUE ASIE-PACIFIQUE

SÉOUL (Corée)  
Le 13 novembre 1991

**ALLOCUTION DE L'HONORABLE BARBARA McDOUGALL,  
SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES**

Monsieur le Président, chers collègues,

Je tiens tout d'abord à remercier le gouvernement et la population de la République de Corée des excellentes dispositions qu'ils ont prises pour la présente réunion et de l'accueil chaleureux qu'ils ont nous fait. Je tiens particulièrement à remercier le président Roh de nous avoir si gracieusement accueilli hier.

C'est un honneur pour moi de prendre la parole devant cette assemblée distinguée et un plaisir de souhaiter la bienvenue au sein de la Coopération économique Asie-Pacifique (CEAP) à la République populaire de Chine, à Hong-Hong et à Taiwan. Nous sommes tous vivement conscients de l'importance historique de leur présence.

Monsieur le Président, nous vivons dans un monde en mutation. Les vieux antagonismes s'estompent et de nouveaux défis se posent à la communauté internationale. Des défis comme la promotion du développement durable et la gestion des effets de la mondialisation retiendront de plus en plus l'attention des responsables et des participants à des réunions internationales comme la CEAP.

Les événements politiques et économiques ne surviennent évidemment pas dans le vide - des questions qui apparaissent au premier coup d'oeil comme unilatérales ou bilatérales ont souvent des effets beaucoup plus vastes. Une approche du règlement des problèmes fondée sur la coopération et le multilatéralisme - qu'il s'agisse de la sécurité, de la coopération économique ou des questions démographiques et environnementales - témoigne de cette réalité et peut aider grandement à réduire au minimum les risques et à accroître au maximum les avantages pour tous.

Le Canada s'emploie depuis longtemps à trouver de nouveaux moyens d'accroître la stabilité et la sécurité. Jusqu'ici, nous avons mené une action non seulement aux niveaux régional et international, mais aussi au niveau infrarégional. Parmi les activités que nous avons menées récemment dans ces domaines, citons nos efforts au sein du G-7 et des Nations Unies pour combattre la prolifération des armes nucléaires et conventionnelles. À cet égard, je me réjouis que le président Roh Tae Woo ait récemment réaffirmé la volonté de la République de Corée de n'utiliser l'énergie nucléaire qu'à des fins pacifiques. Cette déclaration est fort opportune dans un contexte tant international que régional.

En ce qui concerne la région de l'Asie-Pacifique, nous avons insisté sur la nécessité de déterminer s'il est possible d'établir un Dialogue coopératif sur la sécurité dans le Pacifique Nord. Le Canada constate avec plaisir que les autres

pays du Pacifique acceptent désormais les principes qui sous-tendent cette initiative, soit une définition élargie des questions de sécurité et la tenue de vastes consultations.

En outre, nous avons attaché jusqu'ici une grande importance aux initiatives économiques régionales comme la CEAP. À notre avis, ces tribunes accroissent notre capacité de contribuer à l'établissement de systèmes multilatéraux efficaces, fondés sur des règles.

Le Canada a participé activement jusqu'ici aux travaux de tribunes économiques multilatérales dont l'Uruguay Round des négociations commerciales multilatérales (NCM). La conclusion rapide des NCM demeure donc notre première priorité. Le système commercial international efficace et moderne qui résultera de la conclusion des NCM stimulera la croissance, la compétitivité et la prospérité de la région de l'Asie-Pacifique et de l'économie mondiale pour le reste de la décennie et les années qui suivront.

Monsieur le Président, la période qui nous sépare de l'an 2000 sera caractérisée surtout par un programme international chargé, un contexte économique en mutation constante et une transformation continue des systèmes politiques et économiques mondiaux et régionaux. Il ne sera pas facile de s'adapter et de défendre les intérêts nationaux dans ce contexte en évolution rapide.

Sur le plan économique, c'est la région de l'Asie-Pacifique, caractérisée par son dynamisme constant, qui contribuera à de nombreux égards à déterminer le rythme de l'évolution de l'économie mondiale. Étant donné qu'elle dispose d'un produit national brut total deux fois plus important que celui de la Communauté européenne et qu'elle assure 28 % du commerce international, la région de l'Asie-Pacifique est un géant économique. Depuis 1970, aussi bien sa part de la production mondiale que les échanges entre les pays qui la composent ont augmenté considérablement. Nos économies sont de plus en plus liées à mesure que l'envergure et la diversité de nos activités économiques s'accroissent.

Pour gérer ces liens économiques de plus en plus étroits, il faudra établir des politiques efficaces. Pour être bien conçues et répondre à l'évolution des circonstances, ces politiques doivent reposer sur des renseignements exacts. Pour recueillir ces renseignements, nous avons besoin de mécanismes qui nous permettent de mieux comprendre les tendances économiques dans la région ainsi que les politiques établies par les pays de la CEAP pour promouvoir leur croissance et leur prospérité.

Nous devons profiter de la présente tribune pour examiner les tendances et questions qui façonnent l'économie de notre région. Ce faisant, nous pouvons mieux comprendre les problèmes et

possibilités que nous avons en commun ainsi que les enjeux qui y sont liés. C'est pourquoi le Canada attache une telle importance à cette question au sein de la CEAP. Nous espérons vivement qu'un véritable dialogue économique deviendra un élément permanent et essentiel de nos activités communes.

Sur un plan plus général, la CEAP devrait selon moi devenir un chef de file dans le domaine du commerce international en usant de son influence éventuelle pour renforcer le système multilatéral. Elle devrait profiter de son dynamisme et de sa diversité, dont elle tire une grande partie de sa force, pour jouer un rôle de premier plan dans la définition des façons d'aborder les nouvelles questions soulevées par la mondialisation. Elle doit trouver de nouveaux moyens de resserrer les liens économiques et d'accroître la prospérité de tous dans un contexte économique qui se transforme rapidement.

Monsieur le Président, le Canada est un pays du Pacifique. Notre prospérité future est intimement liée à cette région. C'est pourquoi nous accordons et continuerons d'accorder une telle importance à la CEAP, et c'est pourquoi nous souhaitons vivement consolider cette tribune axée sur les questions économiques et commerciales.

Pour montrer concrètement l'engagement à long terme du Canada envers la CEAP, je profite de cette occasion pour inviter les représentants de tous les pays membres de l'organisation à se réunir au Canada. J'ai appris avec plaisir que beaucoup sont d'avis que cette rencontre devrait avoir lieu en 1995.

Monsieur le Président, permettez-moi maintenant de passer la parole à mon collègue, l'honorable Michael Wilson, qui décrira les tendances économiques observées au Canada et dans la région Asie-Pacifique ainsi que les travaux du groupe d'experts qui s'est réuni à Gyeong Ju en août dernier et dont vous avez le rapport sous les yeux.

**NOTES POUR UNE ALLOCUTION  
DE L'HONORABLE MICHAEL H. WILSON,  
MINISTRE DE L'INDUSTRIE, DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE  
ET MINISTRE DU COMMERCE EXTÉRIEUR**

Comme l'a indiqué mon honorable collègue, la ministre McDougall, les changements que nous connaissons actuellement sont d'ordre tant économique que politique. En fait, les pays représentés ici aujourd'hui ont joué un rôle important dans ces changements.

Le Canada évalue généralement de façon positive la situation économique mondiale. La récession a pris fin ou touché le fond dans plusieurs grands pays industrialisés, et les pressions inflationnistes s'atténuent dans de nombreux domaines. À notre avis, le meilleur moyen d'améliorer la performance de nos économies consiste à nous engager tous à assurer une croissance soutenue, non inflationniste, fondée sur des politiques macro-économiques bien conçues et une réforme structurelle efficace.

Au Canada, la stratégie du gouvernement axée sur la responsabilité fiscale, la stabilité des prix et une réforme structurelle constante porte ses fruits : la part du déficit fédéral dans le produit intérieur brut a diminué de moitié ou presque depuis 1984, tombant à 3,7 % l'an dernier, selon des méthodes comptables comparables; le gouvernement est en bonne voie d'atteindre son objectif consistant à réduire le taux d'inflation à 2 % d'ici la fin de 1995; enfin, nous continuons à nous pencher sur les questions structurelles et menons d'importantes réformes pour améliorer la performance économique du Canada. L'économie est sortie de la récession et la croissance reprend.

Le 29 octobre, j'ai lancé au nom du gouvernement une importante initiative visant à faire participer tous les Canadiens à la recherche de moyens d'améliorer notre compétitivité. Il devrait en résulter dans les prochains mois une série de recommandations visant à aider le gouvernement à établir une stratégie en faveur de l'accroissement de notre prospérité.

Il est clair que les liens économiques entre les divers pays du Pacifique continuent de se resserrer. Pendant les années 80, les échanges entre ces pays ont progressé à un rythme annuel de 12 %, soit plus rapidement que les échanges entre l'Asie et l'Europe et les échanges entre l'Europe et l'Amérique du Nord. En outre, l'intégration régionale a été favorisée par d'importants investissements étrangers directs.

Nous savons tous que depuis sa fondation, en 1989, la Coopération économique Asie-Pacifique (CEAP) a prouvé son utilité dans un grand nombre d'importants domaines d'intérêt régional, du

développement des ressources humaines aux télécommunications, en passant par la conservation des ressources marines. Pour le Canada, il est important de profiter de cette tradition de consultation pour examiner également les tendances et les questions économiques.

Comme vous le savez, le Pacific Economic Co-operation Council (PECC) établit chaque année un document intitulé *Pacific Economic Outlook* (PEO). Ce document, ainsi que les travaux menés par des organismes comme le Fonds monétaire international, la Banque asiatique de développement et le groupe d'experts sur la région Asie-Pacifique parrainé par le Japon, nous donnent un aperçu de la performance et des perspectives économiques de la région.

Le Canada estime toutefois que nos besoins ne s'arrêtent pas là. Nous devons également trouver des moyens de mieux comprendre les tendances observées par le PECC et d'autres organisations, et de mieux connaître les politiques établies par les gouvernements membres de la CEAP pour favoriser la croissance et la prospérité de leurs pays.

C'est pourquoi le Canada a proposé qu'un groupe d'experts en économie de la CEAP se réunisse périodiquement pour échanger des vues sur le développement économique de la région. La première réunion du groupe, coprésidée par la Thaïlande et le Canada, s'est tenue le 27 août dernier à Gyeong Ju, en Corée. Vous avez sous les yeux le rapport qu'il a présenté aux ministres.

Le groupe d'experts en économie a étudié la situation actuelle et l'évolution prévue des économies des pays membres de la CEAP en examinant des questions comme la croissance, l'inflation, les comptes courants, les réformes structurelles et les liens régionaux. Voici ses principales conclusions :

- 1) les perspectives de croissance pour la région en 1992 sont, dans l'ensemble, bonnes;
- 2) les divers pays membres de la CEAP visent une croissance non inflationniste;
- 3) il existe une tendance générale en faveur de la réduction des déséquilibres des comptes courants;
- 4) la conclusion de l'Uruguay Round revêt une importance vitale pour tous les pays membres de la CEAP;
- 5) tous les pays membres de la CEAP devront examiner attentivement la relation entre le développement économique et l'environnement.

En outre, les experts ont défini un certain nombre de questions qui présentent un intérêt particulier et constant pour les

gouvernements de la région. Il s'agit du maintien d'une croissance non inflationniste, des pénuries de main-d'oeuvre et de capitaux, de l'adaptation structurelle et de la diversification économique.

À l'issue de la réunion, le Japon a proposé d'entreprendre une étude détaillée des liens économiques entre les pays membres de la CEAP dont les conclusions seraient examinées en 1992. Je tiens à remercier le Japon d'avoir pris cette initiative. Elle cadre tout à fait avec notre point de vue sur les types d'échanges économiques que seule la CEAP peut promouvoir.

Monsieur le Président, le Canada appuie fermement la poursuite des discussions du groupe d'experts, qui réunit des responsables de nos ministères respectifs des affaires étrangères, du commerce et des finances. À notre avis, ces rencontres remplissent deux fonctions : premièrement, fournir aux ministres des pays de la CEAP, comme l'ont fait les participants à la réunion de Gyeong Ju, des vues réfléchies sur les perspectives économiques de la région; deuxièmement, faire mieux comprendre les tendances et les questions qui influent sur les perspectives de croissance à long terme, l'adaptation et les liens économiques dans la région.

Je crois savoir que certains d'entre vous craignent qu'un dialogue de cette nature n'entraîne une coordination des politiques et, partant, une réduction de la capacité des pays concernés de prendre des décisions en toute indépendance. Je tiens à vous assurer que ce n'est pas là notre objectif. Nous ne voulons pas que cette tribune serve à dicter des taux d'intérêt communs, à gérer les taux de change ni à critiquer les politiques économiques d'un pays ou d'un autre. Toutefois, Monsieur le Président, nous estimons qu'elle peut nous aider considérablement à définir nos problèmes communs, à échanger des renseignements et des analyses sur les tendances économiques et les grands dossiers dans la région, et à nous consulter au sujet de l'évolution de l'économie mondiale et régionale dont nous ressentons tous les effets.

C'est dans le cadre d'un tel dialogue que nous serons tous mieux en mesure d'élaborer et d'appliquer des politiques qui profitent à l'économie et à la population de tous nos pays.

**ALLOCUTION DE L'HONORABLE MICHAEL H. WILSON,  
MINISTRE DE L'INDUSTRIE, DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE  
ET MINISTRE DU COMMERCE EXTÉRIEUR,  
SUR LA LIBÉRALISATION DU COMMERCE**

Monsieur le Président,

Le commerce est un des pivots de notre collaboration au sein de la Coopération économique Asie-Pacifique (CEAP). Les échanges de biens et de services et, partant, de capitaux, de technologies et d'idées entre nos deux pays, témoignent mieux que toute autre chose des liens qui nous unissent et des possibilités qui s'offrent à nous. L'accroissement considérable du commerce dans notre région compte parmi les événements majeurs des deux dernières décennies et nous donne tout lieu d'espérer un avenir encore meilleur.

La croissance et la prospérité du Canada dépendent désormais en bonne partie de cette région. L'ouverture de plus en plus grande des marchés, la vigueur des marchés financiers, le désir et la capacité d'innover et de prendre des risques, l'accès à une vaste main-d'oeuvre instruite et capable de s'adapter, voilà autant de facteurs qui contribuent à la compétitivité d'une région où les commerçants, les investisseurs et les innovateurs peuvent prospérer. C'est une région avec laquelle le Canada entretient des relations depuis plus de 100 ans. Une région qui est en voie de devenir un élément de l'identité et des attitudes fondamentales de notre pays. En fait, de plus en plus, le Canada ne se termine plus à Vancouver mais ses activités commerciales s'étendent au sud et à l'ouest jusqu'à tous les marchés de cette région.

L'ouverture des marchés est essentielle à la prospérité. Les représentants de nos divers pays aux deux réunions précédentes de la CEAP - en particulier les participants à la réunion ministérielle de la CEAP sur les négociations commerciales multilatérales (NCM) tenue à Vancouver en septembre 1989 -, ont reconnu ce fait et engagé judicieusement les travaux de la CEAP dans cette voie. Je tiens à les féliciter, eux et les hauts fonctionnaires qui, entre ces réunions, ont établi un excellent plan d'action dont je parlerai dans un instant.

Permettez-moi d'abord de souligner que la conclusion rapide de l'Uruguay Round des NCM assurera plus que toute autre mesure la vitalité à long terme de la région et l'efficacité de tous les travaux que nous comptons mener dans le domaine du commerce. Cet effort majeur, entrepris il y a cinq ans pour réduire les barrières commerciales dans le monde entier et établir de nouvelles règles commerciales, a atteint un point critique.

Nous nous réjouissons des récents signes d'assouplissement des positions dans le dossier de l'agriculture. Le directeur général du GATT, M. Dunkel, a mis en branle une série de réunions cruciales qui se tiendront dans les prochaines semaines. Nous devons absolument saisir cette occasion et prendre des mesures décisives. Chaque pays a ici un rôle à jouer et des concessions à faire. Les décisions ne seront pas toutes faciles, mais il est temps de faire preuve d'autant d'ouverture, de souplesse et de prévoyance que possible. Il est temps de prendre les initiatives nécessaires pour parvenir à un accord. Il y va de l'avenir du système commercial mondial, de notre région et de nos économies.

Dans nos efforts pour aplanir les divergences qui restent dans les NCM, nous devons accorder une importance primordiale à l'accès aux marchés. Nous devons à nos gens d'affaires de créer le contexte nécessaire à la circulation la plus libre possible des biens et services. Les effets positifs directs de l'ouverture des marchés se feront sentir pendant des années dans tous les secteurs de nos économies. Le Canada préconise vivement le libre-échange dans un certain nombre de secteurs clés. Nous pressons tous les participants à la présente réunion de s'engager résolument dans cette initiative en faveur du libre-échange international. Nous n'arriverons à rien si nous nous en tenons aux secteurs où nous disposons d'un avantage concurrentiel clair. Nous devons aller plus loin et étendre nos négociations à tous les autres secteurs. Nous devons faire des concessions mutuelles, mais je suis sûr que nous en profiterons tous grandement à long terme.

En plus de nos efforts pour assurer la conclusion de l'Uruguay Round, nous pouvons mener, dans le cadre de la CEAP, d'innombrables autres activités en faveur du commerce dont beaucoup sont proposées dans l'excellent document, établi par nos collaborateurs, et que nous avons sous les yeux. L'ouverture de nos marchés devrait être le principe directeur de tous nos travaux sur le commerce international.

Ces travaux devraient porter sur tous les aspects du commerce et de la compétitivité que la mondialisation met au premier plan. Le Canada a présenté certaines idées à ce sujet l'été dernier, et j'espère qu'elles se retrouveront dans notre programme de travail. Elles concernent des questions comme l'effet de la mondialisation, le régionalisme, le commerce et l'environnement, la politique sur le commerce et la compétitivité ainsi que le commerce et l'investissement. À mon avis, ces questions qui découlent de la mondialisation sont importantes non seulement en elles-mêmes, mais parce qu'elles offrent à la CEAP l'occasion d'apporter une contribution distincte et nouvelle à nos efforts pour comprendre le nouveau contexte commercial.

Par ailleurs, après l'Uruguay Round, il restera sans aucun doute des questions non réglées sur lesquelles nous devons nous

pencher pour déterminer s'il existe un point de vue propre à la région Asie-Pacifique qui puisse être mis en valeur pour défendre les intérêts de notre région.

Il faudrait selon moi faire avancer rapidement ce dossier. D'abord, faisons chacun notre part pour assurer la conclusion de l'Uruguay Round. Ensuite, évaluons les conséquences des résultats de l'Uruguay Round pour notre région. Nous pourrions alors examiner le programme d'action pour les années 90 et déterminer quelles initiatives précises prendre au profit de la région Asie-Pacifique. En outre, nous devrions examiner le projet de création d'un groupe de personnes éminentes. Je sais que certains d'entre vous estiment que ce groupe pourrait compléter les travaux menés tant par les ministres que par nos représentants et faire mieux connaître les possibilités qui s'offrent dans la région du Pacifique. Demandons à nos représentants de définir les activités futures en faveur de la libéralisation du commerce régional, après quoi nous déciderons des moyens à prendre à notre prochaine réunion, qui aura lieu à Bangkok.

Le commerce est une des raisons d'être de la CEAP. C'est un dossier réel par lequel le secteur privé et la population de nos pays peuvent se sentir concernés. Commençons dès maintenant à aider à la conclusion de l'Uruguay Round et à établir un programme de suivi pour la région Asie-Pacifique. Nous nous emploierons, ce faisant, à demeurer ouverts les uns envers les autres et envers nos partenaires commerciaux du monde entier. La région de l'Asie-Pacifique devrait pouvoir donner l'exemple. Nous avons de quoi être fiers de notre performance commerciale des dernières décennies, mais nous avons aussi de nombreuses raisons d'envisager l'avenir avec enthousiasme.